nous davantage aux attributions et aux fonctions.

Je songe en particulier au Conseil de sécurité. Depuis quelques années son rendement diminue. Nous savons tous pourquoi le manque de l'essentielle unanimité chez les grandes puissances.

Cette unanimité fait encore défaut mais, cette année, pour la première fois depuis l'après-guerre, nous pouvons commencer à esperer que l'amélioration des relations politiques entre les grandes puissances pourrait permettre de restaurer au Conseil de sécurité la haute fonction d'exécution qu'il était destiné à remplir.

Nous pourrions examiner aussi comment modifier la fonction du Conseil de manière à en faire un instrument plus efficace de l'action politique des Nations Unies. De fait, le moment est peut-être venu de confier au Conseil de sécurité le soin de veiller sur les affaires de l'Organisation dans son ensemble, à peu près comme les comités d'administration fonctionnent au sein des institutions spécialisées.

Si l'on donnait au Conseil de sécurité élargi une composition bien équilibrée et des sauvegardes suffisantes quant au droit de vote, il pourrait fort bien devenir la principale arène des décisions politiques dans les cas qui exigent des mesures urgentes. Il pourrait se charger de plusieurs affaires qui surchargent actuellement l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Un tel Conseil pourrait siéger presque à longueur d'année et absorber le trop plein du temps et de l'énergie que prennent actuellement les débats aux Nationa Unies.

On pourrait envisager un autre changement.

L'Organisation restera nécessairement la tribune centrale des délibérations et recommandations d'ordre international pour une foule de questions.

D'autre part, il existe déjà des groupements régionaux d'Etats - en Europe, en ifrique et en imérique latine. Le temps est peut-être venu de coordonner plus étroitement leur activite avec celle des Nations Unies. Dans l'évolution des Nations Unies, on entrevoit le jour où l'on pourra recourir à des assemblées régionales pour régler des problèmes régionaux, soit pour rechercher des solutions locales, soit pour préparer un examen de plus grande portée au sein des Nations Unies.